

libre entreprise et quoi qu'en pensent mes amis qui siègent de l'autre côté, je dirai que les chances du socialisme d'État sont à peu près inexistantes. Notre pays est un des rares où les capitaux étrangers sont en sécurité; il offre de bonnes possibilités de bénéfices et une plus-value presque assurée grâce à notre essor naturel. Mais ces filiales doivent être canadiennes d'esprit comme de nom, leur principal intérêt devant être canadien, et elles ne doivent pas être de simples succursales d'une société-mère fonctionnant à l'avantage national d'un autre pays. Les sociétés étrangères possédant des filiales au Canada devraient, dans leur propre intérêt, agir dans ce sens.

Nous avons, monsieur l'Orateur, été dirigés pendant 22 ans par un gouvernement qui est finalement devenu le serviteur et non le maître de sa propre bureaucratie. Les anciens ministres sont peu à peu devenus de simples administrateurs d'immenses ministères qui avaient perdu tout contact avec les députés de leur parti et la population du pays. Il était temps de changer cet état de choses.

De par sa nature, la bureaucratie craint les changements et s'y oppose. Tout progrès s'effectuait donc à un rythme assez lent pour permettre à la machine bureaucratique d'assimiler les modifications sans trop de peine. L'écart entre les dirigeants et le peuple s'est agrandi au point où il n'y avait plus entre eux aucune communication.

C'est le parti conservateur qui est aujourd'hui le véritable parti de la réforme, le vrai parti populaire. Notre chef, le premier ministre a fait plus pour le Canada en sept semaines que l'ancien gouvernement n'a accompli dans le même nombre d'années.

**M. Byrne:** Expliquez-vous.

**M. Broome:** Ses qualités de chef se sont fait sentir non seulement au Canada mais dans toutes les nations du Commonwealth britannique. Le Canada est aujourd'hui devenu plus que jamais une nation, un meilleur associé dans le Commonwealth et, du même coup, nous sommes traités avec plus de respect et de compréhension quand à nos problèmes propres par les États-Unis.

Le Canada aujourd'hui défend la cause de la paix à l'ONU d'une voix plus assurée et plus indépendante. Notez le mot "indépendant". Le Canada travaille aujourd'hui à maintenir la paix en aidant les nations orientales du Commonwealth à atteindre un meilleur niveau de vie, au moyen du plan de Colombo, plan auquel on donnera plus d'envergure, j'espère, car ce n'est pas seulement un bastion assuré contre l'expansion du communisme en Extrême-Orient, mais c'est aussi la clef d'une paix durable.

Il nous appartient, monsieur l'Orateur, de veiller à ce que nos ressources se développent au profit de tous les Canadiens, de sorte que notre pays soit un pays où il est agréable de vivre, un pays appelé à devenir encore meilleur, si possible, pour nos enfants.

**M. Claude Ellis (Regina):** Monsieur l'Orateur, nous nous sommes tous demandé combien le gouvernement présenterait de mesures législatives au cours de la présente session, afin de remplir les engagements qu'il a pris envers le peuple canadien avant le 10 juin. Le discours que nous venons d'entendre nous permet d'être un peu inquiets. Les tenants du gouvernement ont tellement dit que le gouvernement a accompli tant de choses qu'on peut commencer à se demander si le gouvernement n'a pas présenté tout son programme législatif.

**Une voix:** Attendez et vous verrez!

**M. Ellis:** Bien peu de promesses faites avant le 10 juin ont été remplies et, malgré le peu qui s'est fait, nos amis d'en face se glorifient d'à peu près tout ce qui s'est fait au Canada. Le préopinant a dit bien des choses dont nous doutons fort et qui exigeraient beaucoup de recherches. Mais, vu qu'il s'agissait d'un premier discours, je pense bien que les députés s'interdiront de faire les commentaires qu'ils feraient normalement.

**Une voix:** Ne vous en faites pas! Allez-y!

**M. Ellis:** Toutefois, je saisisrai cette occasion pour soumettre au gouvernement un grand nombre de problèmes importants pour les habitants de ma circonscription. Les citoyens de Regina ont attendu avec une impatience et un espoir plus grands la présente session du Parlement que toute autre session antérieure. La raison de cet optimisme est évidente. Le gouvernement actuel est en position minoritaire. Par conséquent, la population canadienne sait que toute mesure qui peut venir doit être appliquée durant cette session. Nous savons, de plus, que dans la situation qui est la sienne, le gouvernement ne peut, à l'instar des gouvernements conservateurs et libéraux précédents, renvoyer indéfiniment, ou au moins durant quatre années, jusqu'à la veille des élections, les engagements qu'il a pris vis-à-vis des électeurs avant le jour du scrutin.

J'ai noté avec amusement les larmes de crocodiles versées par un grand nombre de journalistes canadiens sur ce qu'ils appellent l'instabilité politique actuelle. Ils en viennent même à citer la France et déclarent que parce que le Canada a rompu finalement la position très stable qui l'avait caractérisé pendant vingt-deux ans, il va naturellement